

ACCORD-CADRE INTERMINISTÉRIEL RÉGIONAL RELATIF A LA RÉALISATION DE PRESTATIONS DE MAINTENANCE DE GROUPES ÉLECTROGÈNES POUR LES SERVICES DE L'ÉTAT DE LA REGION AUVERGNE RHONE ALPES HORS MINISTÈRE DES ARMÉES
--

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

Document commun à tous les lots

Objet : L'accord-cadre a pour objet des prestations de maintenance sur des groupes électrogènes à partir de 5 KVA pour les services de l'État en région Auvergne-Rhône-Alpes.

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert passé en application des articles L2124-2, R2124-1, R2161-1 à R2161-5 du code de la commande publique.

Numéro de consultation : GROUPES_ELEC_ARA_2026

Le présent document comporte 14 pages

SOMMAIRE

1. DÉFINITION DES PRESTATIONS.....	3
1.1 LES DIFFÉRENTS FORMATS DE MAINTENANCE.....	3
1.1.1 PRESTATIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE :	4
1.1.2 PRESTATIONS DE MAINTENANCE CORRECTIVE :	5
1.2 DESCRIPTIONS ET SPÉCIFICATION DES ÉQUIPEMENTS.....	5
1.3 ORGANISATION DES PRESTATIONS ET QUALIFICATION DU PERSONNEL EXÉCUTANT.....	6
1.4 CONSOMMABLES DE MAINTENANCE / PIÈCES DE RECHANGE ET GESTION DES DÉCHETS.....	6
1.5 MISE EN PLACE D'UN OUTIL DE SUIVI DU CONTRAT / RAPPORTS D'INTERVENTION.....	7
1.6 ASSISTANCE.....	8
1.7 INSTALLATION A PRENDRE EN CHARGE.....	8
1.7.1 Équipements concernés par le marché.....	8
1.7.2 Description des installations.....	9
2. LA PROGRAMMATION DES INTERVENTIONS ET LA FOURNITURE DES LIVRABLES POST INTERVENTIONS.....	9
2. 1 Maintenance préventive.....	9
2.1.1 Déroulement de la maintenance préventive annuelle.....	9
2.1.2 Essais de prise en charge.....	10
2.2 Maintenance corrective.....	10
2.2.1 Gestion des interventions.....	11
2.2.2 Délais d'intervention :	11
2.2.4 Mise en place de solution palliative :	12
2.3 Livrables.....	12
2.3.1 Carnet d'entretien.....	12
3. LA FOURNITURE/REPLACEMENT DE BATTERIES ET DE CERTAINES PIÈCES.....	13
4. OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	13
5.PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES.....	14

Il est complété de l'annexe suivante :

ANNEXE 1	GAMME DE MAINTENANCE
----------	----------------------

1. DÉFINITION DES PRESTATIONS

Les groupes électrogènes (GE) de ce marché ont pour vocation à fonctionner en secours énergie et non en application du dispositif effacement des jours de pointe (EJP), ils disposent d'une puissance de 5 KVA minimum.

N'entrent pas dans le périmètre du marché :

- la maintenance des inverseurs à la charge d'un électricien. Sauf, si le titulaire dispose de ce type de profil en interne.
- la maintenance des groupes électrogènes inférieurs à 5 KVA.

Les stipulations du présent cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) sont relatives à l'exécution de prestations de maintenance préventive et corrective.

Le marché comprend :

- La maintenance préventive des groupes électrogènes ;
- La maintenance corrective des groupes électrogènes ;
- La fourniture ou le remplacement de batteries ;
- Le titulaire doit assurer la maintenance des installations selon les règlements, normes et réglementations en vigueur, dans les meilleures conditions de fonctionnement et de sécurité, notamment (liste non exhaustive) : la norme NFE 37-312 (norme groupes électrogènes) ; le code du travail ;
- les recommandations des fabricants.

En l'absence de règle ou de norme particulière, le titulaire se conformera aux prescriptions techniques des constructeurs et installateurs des équipements et matériels dont il a la charge.

Les prestations réalisées dans le cadre de l'exécution du marché prendront en compte l'évolution du cadre réglementaire tout au long de l'exécution du marché.

Pour rappel du CCAP les lots disposent du découpage suivant :

N° du lot	Intitulé du lot	Nombre d'équipements
Lot 1 :	Ain (01), Loire (42), Rhône (69)	124
Lot 2 :	Allier (03), Cantal (15), 43 (Haute-Loire), 63 (Puy de Dôme)	165
Lot 3 :	Ardèche (07), Drôme (26), Isère (38)	153
Lot 4 :	Savoie (73), Haute-Savoie (74)	68

Pour information, la puissance moyenne du parc de chacun des lots est de 20 KVA. Ils ne feront pas forcément tous l'objet d'une commande et le nombre d'équipements peut varier durant la durée de l'accord-cadre.

1.1 LES DIFFÉRENTS FORMATS DE MAINTENANCE

Les services ont la possibilité de faire appel à de la maintenance préventive et de la maintenance corrective.

Attention, les prestations ne comprennent pas :

- l'amélioration ou l'optimisation des installations,

- le remplacement des groupes électrogènes

1.1.1 PRESTATIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE :

1 – Une prestation de maintenance faisant l'objet d'un chiffrage forfaitaire, l'annexe 1 de l'acte d'engagement « DPGF » - liste des prix forfaitaires annuels **détaille les équipements et les montants afférents.**

La maintenance préventive au forfait comprend :

- Une visite annuelle selon les règlements en vigueur applicables en France et des actions listées à l'annexe 1 du présent CCTP "gamme de maintenance".

Cette liste reprend les interventions minimales. A défaut de précisions sur les prestations de maintenance à mettre en œuvre dans le présent document, ce sont les gammes standards des constructeurs qui sont à prendre en compte.

Néanmoins, pour les groupes de sécurité, selon la norme NFC 15-100, la visite est mensuelle.

- Le choix entre deux types de service d'astreinte :

➤ **Un service d'astreinte 24/24 7j/7 - UO1** Il comprend l'accès à une hotline et des échanges téléphoniques avec un technicien de manière permanente.

En cas d'utilisation du service d'astreinte qui abouti à une intervention (bascule dans la maintenance corrective) cette dernière aura lieu dans les 4H maximums. Ce délai peut être moindre si celui indiqué au sein du mémoire technique est plus favorable.

➤ **En l'absence d'astreinte 24/24 7j/7 prévu - UO2 .**

Il s'agit d'une astreinte téléphonique du lundi au vendredi comme dans l'UO 1 mobilisable seulement pendant les heures ouvrées (7h-19h) et l'intervention, si elle est nécessaire, devra avoir lieu durant les mêmes heures.

L'intervention corrective ou palliative, aura lieu dans les 4H maximums. Ce délai peut être moindre si celui indiqué au sein du mémoire technique est plus favorable.

Le service choisira au moment de l'émission du bon de commande de maintenance préventive annuelle s'il souhaite une astreinte 24h/24 7j/7 (UO1) ou non (UO2).

Focus sur les opérations de maintenance préventive au forfait :

Elles comportent a minima les actions suivantes :

- **les actions définies en annexe 1 gamme de maintenance au présent CCTP** : liste des interventions minimales à effectuer.
- les prestations sous-traitées à des tiers extérieurs à l'équipe sur le site (soit constructeurs des matériels concernés, soit sociétés spécialisées, soit services spécialisés internes à la société) ;
- la préparation des opérations de maintenance
- la main d'œuvre & les frais de déplacement
- la fourniture de l'outillage et des moyens nécessaires à l'exécution des prestations
- la fourniture des consommables nécessaires :
 - les remises à niveau d'huiles,
 - les dégraissants, lubrifiants et glycol (liquide de refroidissement) inférieurs à 5 litres
 - les graisses
 - les joints
 - les durites
 - les bougies le cas échéant,
 - les matériels nécessaires à la réalisation de l'entretien.
- L'essai de fin de maintenance
- l'établissement et fourniture d'un compte rendu ou rapport d'intervention

- le renseignement du carnet d'entretien et du registre de sécurité
- la prise en compte des demandes d'interventions correctives dans les conditions de délais prévues au présent accord-cadre ;
- l'application du devoir de conseil et d'accompagnement du service bénéficiaire tel que défini au présent accord-cadre.

En dehors des heures de présence du responsable de site ou de son représentant, le titulaire n'effectue de sa propre initiative que les premiers travaux de sauvegarde, au titre de la mise en place de mesures conservatoires en tant qu'actions palliatives dans le cadre de son obligation de résultat.

Le titulaire informe le responsable du site des mesures prises et soumet à son visa le contenu de l'intervention de maintenance corrective qui doit permettre la réparation complète de l'équipement.

Le titulaire doit être présent lors d'éventuelles visites des GE de sécurité (groupes référencés dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement) par un organisme de contrôle.

2 – Des prestations de maintenance préventive ne faisant pas l'objet d'un chiffrage forfaitaire :

Une seconde visite de maintenance annuelle peut être ajoutée avec un pourcentage de réduction indiqué dans le bordereau des prix unitaires (annexe 2 à l'acte d'engagement – bordereau des prix unitaires (BPU)) appliqué au forfait de maintenance (annexe 1 à l'acte d'engagement - DPGF). Cette deuxième visite devra être espacée de quatre mois minimum et 8 maximum.

La formation, si elle est demandée via l'annexe 2 AE BPU (taux horaire de formation), allant jusqu'à deux personnels sur site au fonctionnement du GE (démarrage, extinction) est d'une durée d'une heure.

Aussi, des analyses d'huile, de fuel sont prévues au sein du BPU en prestations supplémentaires ainsi que des essais de démarrage.

1.1.2 PRESTATIONS DE MAINTENANCE CORRECTIVE :

La maintenance corrective est exécutée après détection d'une panne et a pour objet de remettre le GE dans un état dans lequel il peut accomplir une fonction requise.

Cette maintenance est hors forfait, et porte sur des actions de maintenance palliatives et curatives, qui sont exécutées sous forme de commandes à la survenance des besoins et soumises à exclusivité (sauf location de GE) pour lesquelles le titulaire est tenu de proposer un devis au service bénéficiaire.

Ces prestations incluent les dépannages nécessitant ou non, le remplacement de pièces.

Le montant facturé correspond au taux horaire d'intervention du technicien ainsi que, le cas échéant, au prix d'achat net fournisseur de(s) la pièce(s) sur lequel est appliqué le coefficient sur pièce (CP), tels que fixés à l'annexe financière (annexe financière 2 BPU à l'acte d'engagement).

Il peut aussi être appliqué, selon la demande du service, un coefficient d'intervention en urgence en 2h maximum.

1.2 DESCRIPTIONS ET SPÉCIFICATION DES ÉQUIPEMENTS

Les descriptions et les spécifications des équipements à maintenir, sont listées à l'annexe 1 à l'acte d'engagement (Liste des prix forfaitaires annuels- DPGF).

Cette liste n'est pas forcément exhaustive et vise à illustrer les types de groupes installés. Le titulaire doit inclure à ses prestations, tous les accessoires et équipements divers contribuant au fonctionnement des installations.

1.3 ORGANISATION DES PRESTATIONS ET QUALIFICATION DU PERSONNEL EXÉCUTANT

Chaque service bénéficiaire désigne vis-à-vis du titulaire un responsable de site, pour chacun des sites le concernant dans le bon de commande concerné par la prestation. De son côté, le titulaire doit désigner auprès du service bénéficiaire, parmi son personnel, un responsable dédié pour chaque site.

Le personnel du titulaire en charge des missions de maintenance objet du présent accord-cadre doit être en mesure d'assurer au minimum les missions suivantes :

- le suivi administratif de l'accord-cadre (devis, facturation, consommation financière, etc.) ;
- la prise en charge des groupes électrogènes (GE) ;
- la responsabilité technique des GE et de toutes les interventions dans le cadre du présent accord-cadre ;
- toutes les tâches de maintenance (contrôles, réglages, modifications, des installations, etc.) ;
- l'encadrement des personnels intervenants sur le ou les site(s) et supervision de toute intervention (y compris celles confiées à des tiers par la société) ;
- le dialogue avec l'ensemble des partenaires du site (service maintenance du responsable de site, utilisateurs des locaux, autres prestataires de service sur le site).

Il doit utiliser l'outil de gestion centralisée et les dispositifs de gestion et de régulation des installations en place s'ils existent.

Il doit avoir :

- tous les moyens pour déclencher des interventions par des intervenants extérieurs si nécessaire ;
- tout pouvoir pour assurer et faire respecter par le personnel placé sous ses ordres et les sociétés extérieures intervenantes, la sécurité des personnes et des biens.

Il doit posséder :

- les connaissances techniques pour respecter les principes de maintenance ;
- les connaissances techniques pour remédier ou faire remédier à tout dysfonctionnement dans les plus brefs délais ;
- les connaissances techniques et d'organisation pour proposer avec l'appui des divers services de sa société si nécessaire, toutes solutions d'amélioration du fonctionnement des groupes électrogènes ;
- les techniques mises en œuvre sur le site pour remédier à tout défaut de fonctionnement, pour assurer ou faire assurer les prestations de maintenance de haute technicité ;
- il doit posséder les habilitations électriques à jour et correspondant aux travaux à réaliser et l'habilitation au port des EPI le cas échéant.

1.4 CONSOMMABLES DE MAINTENANCE / PIÈCES DE RECHANGE ET GESTION DES DÉCHETS

Les remplacements de :

- batterie,
- réchauffeur,
- carte électronique,
- pot d'échappement,
- tableau de bord
- courroie
- durite

sont des prestations déclenchées par l'émission d'un bon de commande et exécutées sur la base du tarif horaire et coefficient pour pièces (applicable sur les prix d'achat nets fournisseurs) du titulaire conformément à l'annexe 2 à l'acte d'engagement (BPU).

Secrétariat général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes

33 rue Moncey – 69003 LYON – Adresse postale : 106, rue Pierre Corneille – 69419 – Lyon Cedex 03

Standard Préfecture : 04.72.61.61.61 – Fax : 04.78.60.41.37 – <http://www.prefectures-regions.gouv.fr>

CCTP_GROUPES_ELEC_ARA_2026

Dans le cadre du forfait de maintenance préventive, les autres pièces sont considérées comme « consommables de maintenance » (voir définition CCAP et 1.1.1 du présent CCTP) n'ouvrant pas droit à facturation sauf carburant. Le fait de facturer au service bénéficiaire une référence, donc un conditionnement complet, induit que la part non utilisée par le titulaire reste sur le lieu d'intervention et puisse être utilisée ultérieurement.

Les titulaires doivent respecter la réglementation en vigueur en ce qui concerne le transport et l'élimination des déchets produits y compris le cas échéant les déchets électriques et électroniques. De même, le titulaire doit veiller au tri des déchets en vue de leur traitement dans les filières de valorisation adaptées.

1.5 MISE EN PLACE D'UN OUTIL DE SUIVI DU CONTRAT / RAPPORTS D'INTERVENTION

Le titulaire doit mettre à la disposition du responsable de site où il intervient, un outil de suivi des prestations objet du présent accord-cadre (sur la base de la Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur – GMAO - du titulaire, ou sur la base d'un outil spécifique autre) avec accès personnalisé et hiérarchisé pour les différents sites.

Cet outil doit permettre d'accéder aux informations suivantes :

- le planning prévisionnel des interventions préventives avec alertes puis mis à jour des modifications des fréquences des interventions prévues ;
- le calendrier des interventions préventives exécutées, avec rapports succincts ;
- le suivi des demandes d'interventions sur pannes :
 - objet, date et heure de la demande d'intervention ;
 - objet, date et heure et durée de l'intervention réalisée, causes et solution prodiguée .
- les listes des interventions correctives réalisées, avec suivi des devis proposés (statut) ;
- la facturation.

A défaut de GMAO, cet outil peut être remplacé et /ou complété par une communication via internet, sur la base d'un tableau informatique avec un format unique définitif comportant l'ensemble des items énoncés ci-dessus, par site et par actions.

Pour des raisons de sécurité et de confidentialité, certains services ne peuvent pas accéder à cette communication via internet, le titulaire doit donc prévoir un moyen matérialisé pour le suivi des prestations objet du présent accord-cadre, répondant aux mêmes exigences (mails avec pièces jointes volumineuses transmis via une plate-forme sécurisée type Francetransfert).

Dans le cadre du forfait de maintenance, le titulaire dispose d'un délai de 2 mois après notification du bon de commande, ou après la première intervention pour la mise en place de cet outil ou d'une solution de remplacement. L'absence de mise en place ouvre droit à l'application des pénalités prévues au présent accord-cadre.

Le rapport d'intervention :

Dans le cas d'une maintenance préventive :

Le rapport donne la liste des tâches effectuées au cours de l'intervention de maintenance.

De plus, il comporte :

- la désignation et la localisation de l'équipement,
- le respect (retard ou avance) par rapport au planning,
- la semaine où cette intervention est de nouveau programmée, le cas échéant,
- la durée de l'intervention (heure arrivée- heure départ).

Dans le cas de dépannage, maintenance palliative :

Le rapport d'intervention comprend les renseignements suivants :

- l'heure d'appel du gestionnaire de site et l'heure de début d'intervention,
- la durée de l'intervention en nombre d'heures et qualification du personnel employé,
- le diagnostic précis de la panne,
- le détail des tâches effectuées sur les équipements,
- le résultat de la prestation : remise en marche, remise en mode dégradé, prise des mesures conservatoires,
- les travaux de maintenance curative à prévoir,
- les observations et relevés éventuels.

Le rapport d'intervention de dépannage doit être retourné au responsable de site dans les 48H ouvrées qui suivent l'intervention.

Dans le cas de maintenance curative :

Le rapport d'intervention comprend les renseignements suivants :

- le détail des tâches effectuées sur les équipements,
- la durée de l'intervention en nombre d'heures et qualification du personnel employé,
- le détail des fournitures et pièces utilisées,
- les observations et relevés éventuels,
- un certificat d'intervention suite à une réserve émise sur un rapport de contrôle réglementaire.

Le rapport d'intervention de maintenance curative doit être retourné au responsable de site dans les 48H ouvrées qui suivent l'opération.

1.6 ASSISTANCE

Sur la base des dispositions prévues au présent accord-cadre en vertu du devoir de conseil fourni par le titulaire, celui-ci est tenu, dans le cadre du forfait de maintenance, d'assister le responsable de site :

- préparer les visites réglementaires relatives aux groupes de sécurité, effectuées par tout organisme de contrôle ;
- préparer les visites ou essais qu'il convient d'effectuer pour améliorer les performances des équipements. Il participe à l'analyse des résultats.

Le titulaire assiste le responsable de site pour les choix économiques liés à la stratégie de maintenance groupes électrogènes. Il doit informer le responsable de site de toutes modifications aux normes et réglementations diverses.

Le titulaire ne peut se prévaloir de l'intervention du personnel du responsable de site pour refuser la réparation au titre des garanties contractuelles.

Le titulaire doit participer, sur demande des services, aux possibles réunions auxquelles il sera convoqué.

1.7 INSTALLATION A PRENDRE EN CHARGE

Dans le cadre des prestations de maintenance objet du présent accord-cadre, le titulaire doit établir les documents décrits dans les paragraphes suivants.

1.7.1 Équipements concernés par le marché

Les opérations de maintenance préventive et corrective des équipements des sites des bénéficiaires portent notamment sur les éléments suivants des groupes électrogènes :

- Moteur
- Circuits et systèmes de refroidissements propres à l'ensemble groupe électrogène
- Alternateur
- Armoire de commande, de contrôle et de régulation
- Disjoncteur groupe
- Circuit d'alimentation en carburant et accessoires

Secrétariat général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes

33 rue Moncey – 69003 LYON – Adresse postale : 106, rue Pierre Corneille – 69419 – Lyon Cedex 03

Standard Préfecture : 04.72.61.61.61 – Fax : 04.78.60.41.37 – <http://www.prefectures-regions.gouv.fr>

CCTP_GROUPES_ELEC_ARA_2026

- Système de démarrage
- Échappement complet (hors cheminée)

De manière générale, le marché concerne la totalité des équipements et périphériques contribuant à ces dispositifs (ex : armoires électriques ; câblage ; ...) hors inverseur de source qui nécessite la présence d'un électricien (sauf si le titulaire en dispose d'un en interne).

1.7.2 Description des installations

Un inventaire des installations est communiqué en annexe financières 1 du marché (DPGF). Le titulaire procédera à un ajustement des informations concernant le parc des équipements, le cas échéant et pourra ajouter des groupes électrogènes sous certaines conditions (voir article 11.5.1 du CCAP).

2. LA PROGRAMMATION DES INTERVENTIONS ET LA FOURNITURE DES LIVRABLES POST INTERVENTIONS

Avant propos : Dans le cas d'intervention liées à la maintenance préventive, voire corrective, les services de l'État et l'entreprise devront, autant que possible, faire en sorte que l'entreprise regroupe ses déplacements. Par exemple, si la police et la gendarmerie doivent maintenir un équipement à 10km l'un de l'autre l'intervention devra avoir lieu le même jour afin de limiter les déplacements ainsi que les frais inhérents. Cette coordination devra avoir lieu sur initiative du titulaire.

2.1 Maintenance préventive

Les interventions de maintenance préventive sont réalisées aux horaires d'ouverture du bâtiment et le titulaire prend obligatoirement rendez-vous avec le responsable de site par tout moyen afin de s'assurer qu'un représentant du pouvoir adjudicateur du bon de commande est présent sur le site.

Les opérations de maintenance préventive ont précisément pour but de réduire le nombre de pannes nécessitant une opération de maintenance corrective.

2.1.1 Déroulement de la maintenance préventive annuelle

Ces interventions de maintenance doivent être exécutées conformément au plan de prévention et au planning. Dans le cas contraire, les pénalités prévues au présent accord-cadre sont applicables.

Dans le cas où l'intervention n'aurait pu être exécutée à la date prévue pour une raison valable et motivée, le responsable de site pourra fixer une nouvelle date d'exécution.

Si cette nouvelle date n'est pas respectée, les pénalités prévues seront applicables.

La maintenance préventive fera l'objet d'une visite annuelle (sauf pour les groupes de sécurité où les visites sont mensuelles) qui est chiffrée au sein de la DPGF et décrite dans la gamme de maintenance. Cette visite devra être programmée via un planning transmis au service et validé par ce dernier.

Si le service le souhaite, il pourra demande au titulaire d'effectuer un deuxième passage avec l'application d'un pourcentage de réduction indiqué au BPU sur le prix de la visite de maintenance annuelle prévue à la DPGF. Ces deux visites annuelles pourront se traduire par une visite électrique et une visite mécanique. Dans tous les cas elles devront être espacées de 4 mois minimum et 8 mois maximum.

Dans le cas de l'ajout d'un équipement : La première visite préventive devra être réalisée dans un délai de maximum deux mois à compter de la réception du bon de commande émis par le service bénéficiaire. Elle devra être convenue avec le service bénéficiaire en question.

Un avenant en lien avec la PFRA devra être rédigé selon les éléments transmis par le service (notamment le prix) afin de modifier l'annexe 1 voir CCAP article 11.5.1 .

Les opérations de maintenance préventive devront faire l'objet d'un planning prévisionnel qui sera établi et transmis dans les 30 jours qui suivront la notification du bon de commande.

Les visites de maintenance préventive devront intervenir aux horaires d'accueil du site considéré, du lundi au vendredi, jours fériés exclus. En cas de non respect du planning prévisionnel, ces visites devront avoir été programmées à l'avance au moins 30 jours ouvrés par le titulaire et en accord avec le service du site à maintenir.

Pour chaque visite préventive, un mail sera adressé par le titulaire au service visité au moins 14 jours à l'avance à l'adresse mail afin de rappeler la date et le créneau horaire ainsi que les modalités d'accès et d'intervention. En cas de non-réponse à son mail, le titulaire s'engage à contacter par téléphone le service à visiter afin d'obtenir à minima une confirmation téléphonique avant d'intervenir et ainsi éviter tout déplacement inutile pour lequel le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Le titulaire devra fournir le nom du technicien se rendant sur site, la date de visite programmée avant la visite préventive. Le technicien sur site devra être muni de sa carte professionnelle et carte d'identité. En tant que de besoin, il devra prendre toute disposition, y compris auprès de tiers (fournisseur, organismes de certification, etc...) afin de mener à bien les opérations de maintenance préventive.

Un représentant du service bénéficiaire, idéalement le responsable de site, devra être présent lors des visites préventives.

Chaque visite préventive devra être réalisée par un technicien disposant de compétences et qualifications mécaniques et électriques. Si le technicien n'est pas en capacité d'intervenir sur les armoires électriques et l'inverseur dans l'hypothèse où la maintenance provoquerait une interruption d'alimentation du site, il doit en informer le service afin qu'il prévoie la présence d'un électricien qui sera aux frais de ce dernier.

2.1.2 Essais de prise en charge

Des essais sont réalisés avant toute maintenance pour démontrer le bon fonctionnement des équipements dans toutes leurs configurations et permettent au titulaire de mieux appréhender les installations.

Lorsque cela le nécessite, il est de la responsabilité du titulaire d'informer le service bénéficiaire qu'il doit faire venir un électricien habilité (voir point précédent) seulement si l'entreprise ne dispose pas de ce type de personnel qualifié dans ses effectifs.

Les essais supplémentaires sur banc de charge sont quant à eux prévus au BPU.

2.1.3 Validation de la maintenance préventives

Une entrevue de fin de maintenance, entre le représentant des services techniques et les divers intervenants est organisée afin de valider l'exécution des prestations conformément au marché et, le cas échéant, de résoudre les points bloquants et de proposer des solutions palliatives.

Toutes prestations de maintenances préventives sont validées par des essais de démarrage de 30 minutes en présence d'un responsable de l'établissement, sauf ordre contraire du responsable de site.

À l'issue de toute maintenance, le titulaire et le responsable de site (ou son représentant) complètent et signent le rapport d'intervention. Le carnet de maintenance et le registre de sécurité du groupe électrogène est également complété par l'entreprise prestataire.

2.2 Maintenance corrective

La maintenance corrective est par nature imprévisible.

La programmation des interventions de maintenance corrective est faite en fonction de l'urgence et du forfait de maintenance avec ou sans astreinte 7j/7 24h/24 inscrit au sein de la DPGF.

Ces demandes d'intervention donnent lieu à l'établissement d'un devis détaillé mentionnant, entre autres informations, le temps de travail prévu et les fournitures nécessaires au rétablissement de la panne. Ce devis est soumis à l'accord préalable du service bénéficiaire.

2.2.1 Gestion des interventions

Une intervention de maintenance corrective peut être déclenchée :

- par le responsable de site, qui lors de la détection d'une panne ou d'une anomalie de fonctionnement, fera appel au titulaire du marché.
- par le titulaire du marché après avis favorable du responsable de site, suite à une anomalie de fonctionnement détectée par ses soins ;

La demande d'intervention du service est effectuée par hotline de préférence, email, GMAO (si mis à disposition par le fournisseur) ou ticket web du service bénéficiaire. Si la demande d'intervention est faite par téléphone, elle doit obligatoirement être doublée d'un email.

Seul un représentant identifié (responsable du site) est habilité pour déclencher une intervention. En cas d'absence un remplaçant devra être désigné.

Il appartient au titulaire d'accuser la bonne réception de la demande envoyée par email, de la part des services bénéficiaires, avant de mener toute intervention.

La possibilité d'intervention à distance ne dispense pas le titulaire d'intervenir, si nécessaire, sur le site pour réparer effectivement les défauts constatés ; elle permet seulement un diagnostic et éventuellement un dépannage.

Le titulaire propose, soit :

- une prestation d'astreinte téléphonique 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, en cas de panne d'un groupe électrogène. L'intervention à distance par téléphone est comprise dans le forfait de maintenance préventive chiffrée l'annexe 1 financière (DPGF).

soit

- une astreinte téléphonique en jours ouvrés de 7h à 19h du lundi au vendredi. L'intervention à distance par téléphone est comprise dans le forfait de maintenance préventive chiffrée l'annexe 1 financière (DPGF).

Si le prestataire n'arrive pas à solutionner le souci par téléphone, l'intervention de maintenance préventive bascule alors en intervention corrective.

Intervention sur site en dehors des heures ouvrées :

L'intervention est facturée en appliquant le tarif horaire d'intervention du technicien et les coefficients prévus au sein du BPU (annexe 2 à l'AE) ;

Dans le cas d'un forfait sans astreinte 7j/7 24h/24: L'entreprise n'est pas tenue d'intervenir en dehors des heures et jours ouvrés.

L'intervention aura lieu dans la journée si le titulaire est informé avant 15h sinon elle aura lieu le lendemain.

Si l'entreprise n'a pas fini son intervention à 19h, et d'un commun accord avec le service, elle pourra l'achever et appliquer le coefficient de majoration du BPU.

2.2.2 Délais d'intervention :

Le délai d'intervention s'entend comme étant le délai écoulé entre l'heure de notification de la panne par le service bénéficiaire au titulaire (date et heure de réception) et l'heure d'intervention sur place du titulaire. Il est précisé à l'article 11.4.2 du CCAP et dans le mémoire technique du titulaire. Enfin, il peut s'ajouter des délais d'intervention supplémentaires toujours selon le même article du CCAP.

Pour les services ayant souscrit au forfait de maintenance avec astreinte/intervention 24h/24 7j/7 : Les sites bénéficient d'une intervention corrective dans les 4 heures maximum tous les jours de l'année, jours fériés compris. Ce délai peut être moindre selon les éléments figurants au sein du mémoire technique de l'entreprise.

Pour les services n'ayant pas souscrit au forfait de maintenance avec astreinte/intervention 24H/24 et 7J., Le délai d'intervention est de 4 heures maximum dans ces heures ouvrées. Ce délai peut être moindre selon les éléments figurants au sein du mémoire technique de l'entreprise.

2.2.4 Mise en place de solution palliative :

Au cas où la nature de la panne ou du dysfonctionnement feraient obstacle à la remise en service immédiate, la mise en place d'une solution palliative provisoire doit être proposée dans les 2 heures de l'intervention, dans l'attente d'une solution technique définitive. A l'issue de la palliative, le titulaire remet un devis pour mise en place d'une solution pérenne dans un délai de 48H ouvrées s'il doit commander des pièces et 8H si elles sont sur site. L'opération de maintenance définitive devra avoir lieu dans les 5 jours après l'acceptation du devis dans le premier cas et 24H dans le second.

En cas de nécessité de recourir à la location d'un groupe électrogène mobile comme mesure palliative, le titulaire devra être en mesure de mettre à disposition l'équipement dans les 24 heures ouvrées après la demande des services pour les groupes jusqu'à 400 KVA et dans les 36 heures maximum pour les groupes de plus de 400 KVA. Pour cela, le service doit disposer d'un dispositif de raccordement, les travaux liés à cette installation ne sont pas compris au sein de cet accord-cadre.

Le devis pour la location devra inclure les tarifs de location par tranche de 24 heures incluant tous les frais liés à la livraison et au raccordement des équipements (frais de déplacement ; de mise en route ; retrait...), y compris la mise à disposition de câbles.

La location est la seule prestation de cet accord-cadre non soumise à exclusivité.

2.3 Livrables

La non fourniture de ces livrables sera soumise aux pénalités prévues à l'article 23.1. du CCAP.

2.3.1 Carnet d'entretien

Le personnel d'intervention établit le compte rendu sur le carnet de maintenance attaché à chaque site, fourni par le titulaire s'il n'existe pas déjà. Ce carnet restera sur place à la disposition de l'administration pour contrôler si les opérations prévues dans le présent marché ont bien été effectuées.

Le titulaire du marché vérifiera lors de la première visite la présence sur chaque site du carnet et informera le représentant du site visité de toute anomalie constatée à ce sujet. Sans observation du titulaire en ce sens, il sera considéré que le carnet était bien présent sur le site.

L'administration reste propriétaire du carnet et celui-ci devra rester sur le site pendant toute la durée du présent marché.

2.3.2 Rapport de visite préventive

Le titulaire communique par mail à l'adresse mail du correspondant technique, dans les 8 jours ouvrés suivant l'intervention, la fiche de rapport de visite préventive ainsi qu'une description des modifications effectuées, des tests de validation, de la mise à jour de la documentation et des conclusions à tirer le cas échéant.

2.3.3 Compte rendu d'interventions et d'incidents (maintenance corrective)

L'ensemble des interventions de maintenance corrective donne lieu à l'établissement par le titulaire sur site

d'une fiche de rapport d'intervention adressée au service par mail dans les 48H ouvrés suivant l'intervention ainsi qu'une description écrite dans lequel des propositions d'interventions complémentaires pourront être soumises au service bénéficiaire.

Seront notés plus particulièrement, la date, l'heure de début et l'heure de fin de l'intervention, le nom du technicien, les raisons du déplacement, l'objet du déplacement, le diagnostic de la panne, la nature des travaux effectués, le détail des pièces usagées et remplacées, les propositions d'interventions supplémentaires, si nécessaire.

Ce compte rendu sera transmis à la boîte mail du service bénéficiaire, ce dernier devra ensuite être envoyé au service pilote (dans le cas de la région de gendarmerie et du SGAMI) par le service bénéficiaire.

3. LA FOURNITURE/REPLACEMENT DE BATTERIES ET DE CERTAINES PIÈCES

Le remplacement de certains équipements (batteries, réchauffeurs, durites, courroies...voir article 1.4 du CCTP) est une prestation déclenchée par l'émission d'un bon de commande.

Les prix incluent tous les frais liés à la fourniture et pose des équipements (frais de déplacement si constaté dans le cadre d'une visite préventive ; de mise en route ; de vidange pour les réchauffeurs...).

Pour le remplacement de durite ou flexible, le prix n'inclut pas la vidange complète si elle est nécessaire.

4. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Il est indiqué que le titulaire doit :

- assurer les prestations contractuelles sous sa responsabilité exclusive dans les conditions optimales de sécurité, de confort et d'économie ;
- informer le service bénéficiaire des incompatibilités éventuelles des installations avec les règlements présents ou avec les objectifs fixés et lui proposer les dispositions à prendre ;
- assurer en cas d'urgence l'intervention dans les délais définis dans le présent document ;
- soumettre au service bénéficiaire les solutions possibles visant à améliorer la fiabilité des GE ou à faire des économies ;
- désigner les responsables pouvant représenter le titulaire dans diverses circonstances ;
- se conformer à toutes les obligations définies par la législation, les normes et règles de l'art ;
- rappeler dans les délais la nécessité de contrôles et mises en conformité et prêter aide et assistance aux Organismes de Contrôles Spécialisés ;
- assurer sous sa responsabilité l'organisation du travail, la discipline, le respect des consignes et l'efficacité du personnel dont il est responsable ;
- n'apporter aucune modification aux GE sans l'accord du service bénéficiaire ;
- participer aux opérations de réception de travaux réalisés sur les équipements et installations dont il assure la maintenance. Sa consultation fait partie de son devoir de conseil et ne fait pas l'objet d'une rétribution particulière ;
- participer aux réunions auxquelles il est convoqué ;
- Mettre à disposition du personnel apte à intervenir sur les systèmes de plusieurs constructeurs,
- Mettre à disposition du personnel disposant de toutes les qualifications et habilitations nécessaires à l'exécution des prestations
- informer le responsable de site ou son représentant des risques issus d'une indisponibilité du groupe électrogène
- restituer les installations et locaux en bon état de propreté, entretien et fonctionnement à l'expiration du marché, compte tenu de la vétusté résultant d'un usage normal des installations.
- restituer en fin de marché l'ensemble des documents d'exploitation réalisés ; notamment au service pilote.
- Se soumettre aux contrôles du service bénéficiaire. Ces contrôles éventuels sont effectués en présence d'un responsable du titulaire qui garde dans ce cas la responsabilité de ses propres manœuvres ;
- justifier, à tout moment, et à compter de la signature du présent marché, qu'il a contracté les assurances habituellement nécessaires à l'exercice de sa profession ;

- tenir à jour les divers documents constatant la réalisation des tâches, ainsi que la mise à jour des schémas électriques ;
- prendre toutes dispositions pour que le fonctionnement des installations ne soit pas perturbé.

Concernant les obligations environnementales :

Les titulaires doivent respecter la réglementation en vigueur en ce qui concerne le transport et l'élimination des déchets produits y compris le cas échéant les déchets électriques et électroniques.

Par ailleurs, le titulaire doit veiller au tri des déchets en vue de leur traitement dans les filières de valorisation adaptées.

Lorsqu'un groupe électrogène du parc tombe définitivement en panne, le titulaire est tenu de le récupérer sans surcoût. Autant que possible, l'équipement sera démonté et recyclé par l'entreprise afin de participer à l'économie circulaire. Sauf nécessité d'opérations de travaux pour pouvoir déplacer ce groupe.

5.PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES.

En application des dispositions du deuxième alinéa de l'article R.237-8 du code du travail, un plan de prévention sera établi par écrit, avant le commencement des travaux entre la personne publique et le titulaire et, le cas échéant, les entreprises sous-traitantes auxquelles celui-ci peut faire appel.

Le titulaire veillera à ce que ses préposés respectent les consignes de sécurité données par la personne publique.